

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Against the State as Boss - Autonomous Assembly of Alfa Romeo ».

Cette traduction a été réalisée au printemps 2013. Nous signalons que ce texte n'a pas été traduit directement par le CATS de Caen mais par une personne qui est entré en contact avec nous. C'est cette personne, qui se reconnaîtra, qui a réalisé la traduction que voici, et nous l'en remercions chaleureusement. Le texte a été féminisé.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

# Contre l'État-patron, L'Assemblée autonome d'Alfa Roméo

*Un témoignage fascinant et détaillé sur les luttes des ouvrierEs de l'usine d'automobiles nationalisée Alfa-Roméo en 1971-1972.*

## Introduction

Voici le compte rendu jour par jour d'une lutte menée par les ouvriers d'Alfa Roméo de novembre 1971 à février 1972 à l'occasion du renouvellement de contrat. Les luttes racontées dans ce document ont eu lieu dans deux des cinq usines italiennes Alfa Roméo, les usines de Portello et d'Arese, toutes deux situées dans la région de Milan. Ces deux usines ensemble emploient 19 000 travailleurs/euses (y compris les employéEs de bureau), et un nouveau contrat est négocié tous les trois ans. L'usine de Portello est la plus ancienne des deux et ne garde que quelques unités de production. La plupart de ses productions seront bientôt transférées à Arese. La majorité de ses ouvrierEs sont plus âgéEs, encore attachéEs au syndicalisme par une longue tradition de luttes. Arese est la nouvelle usine, encore en cours d'achèvement. Elle héberge la plupart des unités de production et presque tous/tes ses ouvrierEs sont jeunes et sans tradition syndicale. De plus, 65 % des ouvrierEs des lignes d'assemblage (pour les distinguer des 25 % des unités non productives) sont des immigréEs des régions du sud de l'Italie, et cet élément de la classe ouvrière a été au premier plan des luttes depuis 1968. Pour cette raison, le niveau de militantisme et la capacité de mobilisation étaient plus grands à l'usine d'Arese.

Le document a été produit par un groupe de militants qui se sont donné le nom d' « Assemblée autonome » (AA) et qui se définissent comme une organisation ouvrière de la base, née en tant que cellule communiste, destinée à devenir un point de référence pour tous/tes les ouvrierEs de l'usine et à contribuer à la construction du futur Parti révolutionnaire. Le but de l'AA pendant les quatre mois de lutte était de devenir un point de référence politique permanent pour tous les travailleurs, de retirer aux syndicats officiels et au Parti communiste italien (PCI) le contrôle des luttes, et ainsi d'être en position de « parler aux masses ».

L'intérêt de ce document réside dans la nature multiforme des luttes qu'il décrit. Les ouvrierEs se battaient contre une forme de capitalisme d'État en ce sens qu'Alfa Roméo, bien que classé dans les entreprises « avec participation de l'État », est en réalité entière propriété de l'État. Ce point est important parce qu'il explique la pression ressentie par le PCI pour « agir de façon responsable » à travers la FIOM (le syndicat du PCI et de l'aile gauche du syndicat social-démocrate des ouvrierEs de la métallurgie) en vue de sa possible future participation à une nouvelle coalition de centre-gauche au gouvernement. Cela explique aussi la stratégie de cooptation adoptée par les représentantEs syndicaux/ales, leurs tentatives pour édulcorer les revendications les plus radicales avancées par les ouvrierEs et, en particulier, leur détermination à transformer le conseil des déléguéEs d'atelier en moyen de contrôle sur la base. La date de la lutte est d'une particulière importance. Advenant moins d'un an avant le renouvellement national des contrats de 1972, elle sert aux patrons et aux syndicats de test pour évaluer le niveau de mobilisation

des ouvrierEs et ce qui devrait être en stock pendant la nouvelle vague de luttes attendue dans quelques mois.

L'objectif principal pour les militants chez Alfa Roméo était de mobiliser les ouvrierEs pour attaquer la structure hiérarchique de la compagnie, forcer la direction à la modifier pour qu'elle corresponde au processus objectif de massification qui apparaissait dans la production automobile. Cela signifiait également attaquer le raisonnement capitaliste qui sous-tendait tout le système hiérarchique avec ses mécanismes de sélection intégrés fondés non pas sur la véritable compétence des ouvrierEs (qui, dans tous les cas, se voit sapée par le processus de massification), mais plutôt sur leur soumission à l'autorité patronale, à ses objectifs et à ses valeurs. Comme le dit l'AA : « Vous serez "choisiEs" non pas sur la base de ce que vous connaissez ou êtes capable de faire, mais sur la base de votre compétence de lèche-cul. »

Les militantEs proposaient donc que les six catégories qui constituaient la structure hiérarchique de la compagnie soient remplacées par quatre niveaux de « classification » avec passage automatique d'un niveau à l'autre (sur la base de l'ancienneté des ouvrierEs et de leur consentement), sous le contrôle du conseil des délégués. Une proposition similaire fut avancée concernant les employés des bureaux. Ces demandes, comme le montre le document, ne furent que partiellement satisfaites. La notion de « niveaux » fut introduite et le passage automatique du second au troisième niveau fut accordé, mais avec un contrôle encore ferme de la direction sur le processus de « promotion ». Cependant, même si les acquis étaient maigres, les luttes autour de cette demande centrale ont servi à mobiliser la masse des ouvrierEs et fait avancer le combat contre l'idéologie capitaliste du travail. En fin de compte, l'intérêt de ce document est de montrer concrètement les formes de luttes que les ouvrierEs inventaient au jour le jour, leur capacité d'anticipation sur le prochain coup des patrons ou des syndicats, et leur réussite dans l'analyse de leur combat en termes d'une plus large signification politique

## **Vendredi 12 novembre**

Le conseil des délégués débattait aujourd'hui de six à sept heures de grève pour la semaine à venir. Deux partis s'affrontaient : celui des syndicats et celui des militantEs d'avant-garde. Les syndicats voulaient laisser l'exécutif décider du nombre d'heures de grève et des revendications. Bien que ce choix ait été rejeté, les syndicats réussirent à limiter la durée de grève à six heures. Les propositions des militantEs d'avant-garde envisageaient au moins neuf ou dix heures, et une manière de conduire la grève plus incisive, comme des piquets de grève, des cortèges dans l'enceinte de l'usine, etc. La position des syndicats est fondée sur la conviction que, pour l'instant, la combativité de la classe ouvrière est en déclin : « La réalité est ce qu'elle est, on ferait aussi bien de s'y adapter, d'essayer de ne pas aller plus vite que les syndiquéEs... » (Les « pompiers » des syndicats ont tellement l'habitude de jeter de l'eau sur les flammes qu'ils/elles en jettent maintenant même quand il n'y a pas de feu. Nous, à l'Assemblée autonome, sommes beaucoup plus optimistes, mais nous sentons que, si la réalité est bien ce qu'elle est, nous devons avant tout essayer d'analyser et de comprendre cet état des choses et tenter de le changer en œuvrant pour une plus grande et plus forte mobilisation.

## **Lundi 15 novembre**

Aujourd'hui il y a une grève d'une heure et demie.

À l'usine de Portello, une assemblée générale se tient dans la cafeteria. Un officiel de l'UILM (le syndicat des métallos de la droite social-démocrate) parle pendant plus de 45 minutes. Personne ne comprend ce qu'il essaye de dire et il est vigoureusement chahuté. Alors que les ouvrierEs commencent à s'exprimer, un officiel de la FIOM arrive et fait une annonce qui éclate dans l'assemblée comme une bombe : « La direction, dit-il, suite à des difficultés techniques, n'a pas pu réaliser la paye, et par conséquent, au lieu de toucher le chèque habituel pour la quinzaine, chaque ouvrier aura \$50 ». Aussitôt, un camarade s'empare du micro et crie : « On va rendre visite à la direction ! » Un cortège se forme immédiatement et commence à progresser vers l'immeuble qui abrite les bureaux de la direction. Un groupe envahit le bureau du président en criant : « Luraghi, espèce de fasciste, tu es le premier sur la liste ! » Alors que se

répand la nouvelle de la continuation de la grève, le cortège se dirige vers chaque unité, vers chaque bureau, et expulse tout le monde. Même les ouvrierEs qui ne font jamais grève quittent leur poste quand ils/elles comprennent qu'au lieu du chèque habituel ils/elles vont recevoir \$50. Les « pompiers » du syndicat tentent d'éteindre l'incendie en appelant à une « décision démocratique », mais personne ne les écoute. De nombreuses unités restent fermées toute la journée, et une foule d'ouvrierEs rentrent chez eux, même ceux de la deuxième équipe qui viennent d'arriver.

À l'usine d'Arese, un autre officiel de la FIOM apporte la nouvelle de la réduction de salaire, et ça barde dans l'assemblée générale. Au milieu des cris et des horions et dans la plus totale confusion, l'officiel essaie d'expliquer : « Camarades, c'est un geste calculé de la part de la compagnie, n'acceptons pas la provocation. Je propose qu'une délégation soit formée et envoyée à... » À la direction, c'est sans doute ce qu'il voulait dire, mais on est déjà partiEs, tous/tes ensemble, en masse. Au diable les délégations ! Le long cortège d'ouvrierEs avançant poings levés vers les bureaux de la direction me donne le sentiment d'être à Saint-Pétersbourg pendant la Révolution d'octobre. Environ 500 d'entre nous se pressent autour d'un des directeurs pour exprimer notre demande : « On veut notre argent, tout et tout de suite. » Dans le même temps, devant la fenêtre se tient une assemblée qui doit décider comment continuer la lutte : « Marchons sur Milan ! », « Continuons la grève toute la journée ! » Mais, une fois encore, c'est une proposition du syndicat (FIOM) qui passe : « Restons calmes, camarades, la lutte ne se termine pas aujourd'hui. Montrons notre bon sens... » Moralité : la grève se termine à 13 h. Heureusement, cette décision n'est suivie que partiellement. Les unités sellerie et traitement à la cire chôment jusqu'à la fin de la journée et beaucoup d'ouvrierEs, même celles et ceux du deuxième tour, restent assisES devant leur machine avec les bras croisés. Je suis dans l'usine depuis bien des années, mais je n'ai jamais vécu de telles assemblées où chacun se sent libre de parler et où on en arrive à entamer la discussion des situations politiques.

## **Mardi 16 novembre**

À l'usine de Portello, des cortèges se forment sur place et, pour la première fois, un groupe des personnels de bureau (une centaine d'entre eux/elles) pénètrent dans toutes les unités, les passant au peigne fin pour déloger les jaunes. Dans l'unité moteurs, certainEs ouvrierEs ne peuvent en croire leurs yeux. « Comment est-ce possible ? disent-ils/elles. Maintenant c'est les gars et les filles des bureaux qui viennent débaucher les ouvrierEs ! » La forte participation des employéEs de bureau est une des caractéristiques les plus importantes de cette lutte. CertainEs d'entre eux/elles qui jusqu'alors auraient quitté l'usine pour gagner le café le plus proche restent avec nous dans le cortège qui envahit toute l'usine. Le long et pénible travail, face à face, commence à porter ses fruits. Les premiers signes d'éveil des consciences apparaissent, même les employéEs des bureaux et les technicienNEs commencent à comprendre qu'ils/elles sont exploités. Ils/elles entament une rébellion contre les chefs et les patrons, ils/elles refusent de faire des heures supplémentaires. Bref, ils/elles découvrent la lutte des classes et considèrent l'avant-garde des ouvrierEs comme un point de référence. Aujourd'hui, alors qu'avec une grande excitation ils/elles allaient traquer les jaunes dans toutes les unités, un technicien s'est approché de moi et m'a dit : « Tu sais, jusqu'à maintenant je ne suis venu ici que pour voir des machines, mais j'ai compris aujourd'hui qu'il y a aussi des hommes là-dedans. À partir de maintenant, ça sera différent pour moi. »

À l'usine d'Arese, ce matin, à 6 h, nous avons distribué un tract de l'AA au sujet de la grève des loyers dans un quartier de Milan où vivent un certain nombre d'ouvrierEs d'Alfa, puis nous avons débrayé entre 9 h 30 et 10 h 30. Même si une heure c'est un peu court, on n'a pas laissé passer l'occasion d'un cortège dans l'usine. On a défilé ensemble, en expulsant tous les jaunes. Au centre informatique, tout le monde travaillait. On les a fait sortir et on a commencé à discuter des propositions de contrat, de comment continuer la grève, de la manière dont les patrons grignotent nos salaires en dehors de l'usine, et de comment nous devons réagir, par exemple par la grève des loyers, les luttes de voisinage, et tout et tout, et ne pas s'asseoir devant la télé toute la nuit comme des débiles, parce que c'est justement ce que les patrons veulent. La discussion s'est prolongée parce que les ouvrierEs voulaient exprimer leurs critiques sur la manière de conduire la lutte en faisant seulement une heure de grève à la fois.

## **Mercredi 17 novembre**

On a découvert qu'un meeting a été organisé hier soir par des personnels de la direction. Ils/elles en ont tous vraiment marre parce qu'ils ne peuvent pas travailler tranquillement dans l'usine. Bon, on a tenu un meeting aussi, et on a décidé de mettre en place un piquet de grève à l'usine de Portello jusqu'à 10 h, et cette fois les « pompiers » ne pourraient pas reculer. Le piquet de grève s'est révélé vraiment agité. Les habituelLEs jaunes qui traînent autour de l'entrée sont plutôt pathétiques : ils/elles restent là simplement, et ils/elles n'ont pas l'audace de s'avancer, ni même de parler. Ils/elles forment des petits groupes, comme les bigotEs à la sortie de l'église, ils/elles murmurent, hochent la tête, déplorent, et ainsi de suite. Mais ils/elles ne bougent pas, ils/elles attendent que quelqu'un traverse le piquet de grève à leur place. Comme toujours lorsqu'un piquet de grève est formé, les camarades en profitent pour discuter des questions politiques. Pour calmer les doutes et encourager celles et ceux qui hésitent. Les effets de ces discussions ne sont jamais immédiats, mais sur le long terme elles laissent leur empreinte, et dans des luttes ultérieures on trouve des gens à nos côtés qu'on n'aurait pas attendus.

Une grève est en cours de 9 h 30 à 11 h à l'usine d'Arese. Il n'y a pas de piquet de grève, mais un cortège considérable est formé. Il y a plus de 3 000 ouvrierEs, et ils/elles font des rondes pour vider la totalité de l'usine. En tête de la marche, il y a une gigantesque bannière portant les noms des trois syndicats de la métallurgie (FIOM, FIM et UILM), et au-dessous « Le conseil des déléguéEs ». En tête également se trouve Armstrong, un camarade qui joue de la trompette et qui connaît les chansons prolétariennes favorites comme *L'Internationale*. Tout à coup, on entend au loin un bruit assourdissant. Quelques camarades se sont arrangés pour sortir des véhicules en dernière phase de fabrication et klaxonnent tous à l'unisson ! Pour les syndicalistes, le plus important est que cette « longue marche » dans l'usine soit « ordonnée et responsable », mais les camarades n'oublient pas que leur tâche est d'expulser les jaunes et ils/elles quittent le cortège de temps en temps et, constituant des groupes séparés, ils/elles visitent toutes les unités.

## **Vendredi 19 novembre**

À l'usine de Portello, les employéEs des bureaux font la grève depuis 15 h. Ils/elles se rassemblent et décident de passer l'usine au peigne fin pour débusquer les jaunes, parce que « il n'est pas juste d'aller toujours dans les mêmes bureaux. Bon nombre de bureaux sont déjà vides parce que les directeurs, les yeux du patron, sont absents. Mais les jaunes ne manquent pas. Ceux qui commencent leur grève à 16 h se joignent au cortège. Pour prendre les jaunes par surprise, nous montons tranquillement les escaliers, puis nous ouvrons les portes d'un coup, en criant et en sifflant tous ensemble. Ce qu'on crie, distinctement et avec du cœur, le plus souvent c'est : « Vautours ! » Dans quelques bureaux, les employéEs sont dans le noir, espérant pouvoir rester cachés, mais un coup de sifflet suffit à les effrayer comme des cafards pris dans la lumière. Ils/elles se rassemblent en petits groupes en face de la porte principale où deux plantons représentent la présence policière. On chante tous/tes la *Ballade de Pinelli* (un anarchiste assassiné par la police en 1969) et *Calabresi assassin* (le chef de la police accusé de l'avoir tué).

## **Vendredi 5 décembre**

Hier, la police a chargé le piquet de grève à Milan, et ici, à Arese, la réponse est lente et inadéquate. Aujourd'hui, les ouvrierEs ont lu dans le journal que quelqu'un à l'usine de Portello a été frappé au visage par un fusil au cours d'une charge de la police, et quand ils/elles sont arrivéEs à l'usine, outragéEs par cette nouvelle, ils/elles ont vu un immense panneau du syndicat annonçant « deux heures de grève et une marche autour de la cafeteria ». Le syndicat a exprimé clairement que désormais il préférerait que les cortèges à l'intérieur de l'usine soient « juste des marches » et non de la « chasse aux jaunes ». Un peu de tactique ! La police charge et nous on marche autour de la cafeteria comme des conNEs ! À 9 h, quand la grève de deux heures commence, il suffit que deux camarades de l'AA quittent le cortège pour que plus de cent ouvrierEs les suivent immédiatement et s'en aillent traquer les jaunes jusque dans les unités de

l'usine les plus petites et les plus éloignées. L'après-midi, quelques-unEs d'entre nous découvrent que dans une de nos unités cinq ouvriers font du zèle. Une édition spéciale de *Pasquino* est préparée pour dénoncer les cinq jaunes en promettant : « *Pasquino* va encore frapper ! » (*Pasquino* est une feuille d'information qui paraît sur les murs partout dans l'usine, dans les endroits les plus improbables : les unités, les toilettes, la cafeteria, etc., et toujours au moment où on s'y attend le moins. Personne ne sait qui l'écrit, mais tout le monde le craint, et dans cette lutte, c'est un peu comme le signe de Zorro.) Le *Pasquino* qui révéla les noms des cinq jaunes eut un effet dévastateur. Ces derniers furent conspués et sifflés pendant deux heures, et ils n'eurent même pas le cran de s'en aller, ils étaient vaincus par la honte.

## **Du 9 décembre au 9 janvier**

Si on consulte les notes on constate que, entre le 9 décembre et le 9 janvier, la lutte s'est maintenue au même niveau mais sans événement particulier. Parmi d'autres causes, ce mois comptait de nombreux congés et le taux d'absentéisme avait été très élevé dans l'usine. Pendant les vacances de Noël, par exemple, de nombreux/ses ouvrierEs avaient pris des jours ou des congés maladie. Il y a eu des jours où l'usine fonctionnait avec seulement 50 % des employéEs. Les grèves ont continué à un rythme régulier mais paresseux : une heure ou une heure et demie presque chaque jour, comme une goutte dans le vase des profits patronaux, empêchant le redémarrage de la production, mais en même temps démoralisant les ouvrierEs. Bon nombre d'ouvrierEs (et pas seulement nous, de l'AA) avaient compris que, pour vraiment résister, il fallait s'en prendre aux plans de l'État patron, pour empêcher « Papa » IRI, la compagnie holding de l'État, de faire ce qui lui plaisait. Ces ouvrierEs étaient de notre côté quand on pourchassait les jaunes, quand on tenait des piquets de grève, quand on tenait des discussions pour dénoncer la ligne politique des syndicats et du PC, pour qui le combat des ouvrierEs n'est qu'un outil pour faire chanter le gouvernement. Pour eux et elles, faire de la politique c'est dire aux trous-du-cul qui sont au pouvoir : « Vous voyez, cette petite flamme pourrait devenir un incendie si nous n'étions pas là pour la contrôler, alors vous feriez mieux de nous accorder ce que nous demandons. » Nous, dans l'usine, on déplorait ce petit jeu et on en avait marre de leurs conneries, de plus en plus d'ouvrierEs commencent à comprendre et s'organisent.

## **Lundi 10 janvier**

À la fin, on a fait une percée, comme un réveil après un long sommeil. Les marches dans l'usine de Portello sont agressives et combatives ce matin. Avec une énergie militante toute neuve, les manifestantEs se sont répanduEs dans les rues qui bordent l'usine et bloquent le trafic sur des kilomètres. À l'intérieur de l'usine, la seconde équipe forme un cortège interne pour empêcher les heures supplémentaires d'après 17 h, et ils/elles bloquent aussi les entrées dans l'usine à la porte n° 3. À l'usine d'Arese se tient une assemblée générale depuis 8 h 30. L'officiel du syndicat (FIOM) prend la parole et propose les habituelles deux heures et demies de grève. L'assemblée entière chahute et siffle et il est obligé de s'incliner. C'est alors qu'un camarade de l'AA prend le micro et appelle les ouvrierEs à joindre leurs efforts et occuper l'usine, insistant sur le fait que la situation est mûre pour une telle action. Tout le monde applaudit avec enthousiasme tandis que l'officiel de la FIOM essaie en vain de reprendre le contrôle de l'assemblée. Un camarade de la Fédération des Jeunesses Communistes du PCI, qui collabore assidûment avec l'AA, prend le micro et propose qu'on bloque jusqu'à 15 h l'autoroute qui sert à emporter les produits finis. L'assemblée approuve à l'unanimité et, tandis que les ouvrierEs commencent à sortir pour préparer l'action, l'officiel de FIOM réussit à s'emparer du micro. Dans la confusion, il commence un discours destiné à nous convaincre de rester dans certaines limites (lesquelles ?), d'empêcher certains groupes minoritaires de prendre la direction de la lutte, et ainsi de suite. Mais plus de la moitié des ouvrierEs sont déjà dehors et, alors qu'il ne reste qu'un quart d'entre eux et elles, le « pompier » (quelqu'un qui éteint toute activité autonome de la classe ouvrière) propose à nouveau une action de grève limitée avec une marche à l'intérieur de l'usine. Il demande un vote à main levée et une trentaine de bras se lèvent pour voter « oui ». Sans plus tergiverser, il déclare que la

proposition a été acceptée et clos l'assemblée avec une phrase historique : « L'assemblée des travailleurs/euses est souveraine » !

Pendant ce temps les ouvrierEs de la deuxième équipe bloquent l'autoroute, montrant ainsi qu'ils/elles n'accordent aucun crédit aux directives syndicales. Ils/elles sont au moins 3 000, et le bouchon de voitures arrêtées s'étire sur de nombreux kilomètres. L'officiel de la FIOM parcourt l'usine en tout sens en promettant que demain on bloquera les sorties de l'usine d'où partent les produits finis. C'est un peu comme s'il disait : « Écoutez, patron, demain je vais voler vos vaches. » Il lui donne ainsi le temps de les cacher. Et en effet, pendant la nuit, des véhicules seront évacués de l'usine... Il dit aussi que l'équipe de nuit devrait se mettre en grève, alors que la direction demande dans toutes les unités qui veut travailler dans l'équipe de nuit, insistant sur la paie des heures supplémentaires. Cette entreprise condamne des centaines d'ouvrierEs à rester chez eux, alors que l'un dans l'autre les petites et les grosses usines qui fonctionnent sont contraintes à faire des heures supplémentaires, des équipes de nuit, et à imposer des augmentations de cadence. C'est une société basée sur le profit, et par conséquent sur l'exploitation. Rien de nouveau. Mais ne nous contentons pas de nous lamenter comme les syndicats : démolissons-la.

## **Mercredi 12 janvier**

Pendant qu'à l'usine d'Arese le blocage de toutes les sorties continue pour empêcher les véhicules terminés de quitter les zones de production, une assemblée est prévue à l'usine de Portobello à 9 h à la cafeteria. Le niveau de participation est élevé, pour ne pas dire total. Il y a entre 2 500 et 3 000 ouvrierEs et la motivation est importante. Dès que l'officiel de la FIOM prend le micro, les sifflets lui font savoir que les ouvrierEs veulent deux choses : un défilé dans l'usine et le blocage de l'autoroute. L'officiel essaie de gagner du temps en proposant une grève jusqu'à 11 h mais les sifflets s'intensifient. Il essaie d'expliquer que le blocage du trafic donne le champ libre aux provocations, mais l'assemblée ne le laisse pas continuer. Il propose ensuite une grève jusqu'à 12 h, mais l'assemblée crie que ce n'est pas assez long. À ce moment un autre officiel de la FIOM prend le micro et dit que la nature de l'action de grève avait été décidée hier par le bureau exécutif : jusqu'à 12 h et sans défilé à l'extérieur, mais si l'assemblée le trouve nécessaire, on peut envisager une courte marche hors de l'usine.

Un cortège impressionnant se forme et, après avoir passé toute l'usine au peigne fin, franchit les grilles et se dirige vers *Viale Scarampo*, une des rues les plus désertes de Milan. Sur le parcours, alors qu'il a déjà été considérablement refroidi par les « pompiers », le cortège passe près de l'hôpital pour les malades en phase terminale, où une procession funéraire se constitue. À ce moment, l'allure du cortège des ouvrierEs ralentit vraiment et semble faire partie de l'enterrement. Alors que le cortège bifurque vers une rue latérale, la bannière du conseil des déléguéEs qui menait en tête se retrouve à l'arrière. Quand on arrive *Via Trevino*, la police nous attend en formation de tenaille. Les ouvrierEs commencent à crier : « Fascistes, traîtres, esclaves des patrons ! » tandis que la tenaille se coupe en deux sous l'impact et la pression de la manifestation. La police est obligée de battre en retraite alors que les ouvrierEs continuent à crier, pendant que les syndicalistes forment un cordon pour protéger la police contre les ouvrierEs ! Quelques coups de poing s'échangent entre les ouvrierEs les plus combattifs et les « pompiers » du syndicat qui les accusent de chercher la confrontation et d'agir comme des provocateurs. Comme si la police, stationnée devant les grilles de l'usine chaque jour, n'était pas une provocation permanente ! Quoi qu'il en soit, la police retourne dans ses camions et la manifestation retourne à l'intérieur de l'usine. C'est une victoire décisive d'avoir obligé la police à battre en retraite. Et les syndicats ont montré leur vrai visage. L'assemblée inutile qui a duré plus d'une heure, le cortège derrière les bâtiments, la peur d'une confrontation avec la police, comme si les ouvrierEs étaient des kamikazes attaquant l'avant-garde, les appels constants à la direction comme seul siège du pouvoir décisionnaire, la lutte des classes menée en gants blancs, voilà les différents aspects d'une même comédie, d'une même vieille tactique syndicale. On allume le feu juste assez pour maintenir la crédibilité, mais on est toujours prêt à envoyer l'eau dessus aussitôt que la pression de la base menace de compromettre le contrôle de la situation.

## **Vendredi 14 janvier**

Le soir, on apprend que Frank Atzeni, un camarade de l'AA, a été suspendu jusqu'à nouvel ordre, et comme d'habitude, les accusations contre lui ont été portées par un certain Calabritto du bureau du personnel. Frank est l'un des plus actifs et des plus motivés parmi les camarades de l'AA, et il a travaillé durement ces quelques derniers jours sur le problème de l'équipe de nuit. Dès que l'annonce de sa suspension commence à se répandre, ses compagnes et compagnons lâchent leurs outils spontanément. Plus tard dans la soirée, un meeting est mis en place dans les bureaux de la FIM (le syndicat des métallos démocrate-chrétien) et une nouvelle orientation des luttes émerge : occupation de l'usine.

## **Samedi 15 janvier**

Même si on est samedi et que ce n'est pas un jour de travail, les piquets de grève s'installent dès 6 h aux usines d'Arese et de Portello pour empêcher les heures supplémentaires. À Arese, l'équipe de 6 h prend la relève de ceux qui sont restés toute la nuit pour être sûrs qu'aucun véhicule terminé ne quitte le lieu de production. Plus tard dans la matinée, nous, de l'AA, nous réunissons pour examiner la situation, et nous décidons de soutenir la proposition d'occupation à cause de plusieurs nouveaux facteurs :

1 – La lutte a été plus agressive et incisive la semaine passée. Bien que le syndicat ait essayé d' « éteindre le feu », plusieurs choses ont montré le désir de lutte des ouvrierEs : le clash avec la police, les grèves spontanées autour du problème de l'équipe de nuit, lancées et conduites par les ouvrierEs eux/elles-mêmes, la réponse immédiate à toute tentative de division. Après deux mois et demi de lutte, la classe ouvrière est complètement mobilisée.

2 – Le syndicat a dû reconnaître qu'il ne peut pas imposer les grèves courtes ou diluées et que, à ce point, nous devons prendre le taureau par les cornes. Par exemple, il est significatif que l'officiel du syndicat (FIOM) qui s'est toujours affronté avec Frank Atzeni soit maintenant ouvertement favorable à l'occupation.

3 – La lutte est passée, plus que jamais, du niveau des revendications (le contrat) à un niveau plus politique (la répression de « papa » IRI et la tentative renouvelée d'aligner ces compagnies partiellement nationalisées sur les forces de droite au pouvoir).

L'occupation de l'usine devait créer un point de référence pour les autres luttes. Depuis 1947, il n'y avait eu aucune occupation d'usines importantes, sauf dans les cas où la banqueroute les obligeait à fermer. Le syndicat savait que, face à des négociations au point mort et à la suspension de Frank Atzeni, la classe ouvrière allait agir énergiquement de façon autonome. Il a donc décidé de prendre la situation en charge, pour éviter au moins l'humiliation d'être débordé. En fait, à la réunion de direction, l'après-midi, quand l'occupation a été officiellement proposée, les officiels de la FIOM ont immédiatement donné leur accord et recommandé une série d'actions comme un dialogue ouvert avec les partis démocratiques et d'autres forces populaires, des rencontres avec les autorités locales, des dialogues avec des délégués d'autres conseils et d'autres usines, etc. Toutes les décisions, cependant, ne prendront effet que demain, lors de la réunion de direction de l'usine entière.

## **Dimanche 16 janvier**

La délégation revient de Rome, où les négociations entre le gouvernement, les syndicats et la compagnie ont été interrompues pour quelque temps. Elle explique, lors d'une assemblée « ouverte » de la direction qu'il n'y a pas eu de négociations plus avancées mais seulement « une série de réunions » qui n'ont apparemment rien résolu. La compagnie craint que la proposition de passage automatique de catégorie à catégorie ne désavantage les travailleurs/euses des catégories les plus hautes, et accepte seulement le passage automatique de la catégorie 1 à la catégorie 2 pour éliminer les cas les plus flagrants de discrimination. La compagnie est intransigeante sur ce point. Ainsi, à Rome, il ne s'est rien passé qui soit digne d'être mentionné, cependant la délégation précise qu'il n'y a pas eu rupture des négociations, mais seulement un « ajournement ». Dites-moi s'il vous plaît quelle différence cela fait, puisque les négociations sont « ajournées » depuis plus de deux mois ?

Reste le problème de savoir que dire et que faire à l'usine demain. Dès que l'officiel local de la FIOM commence à résumer le consensus qui est apparu dans la réunion de la direction hier (occupation de

l'usine), le représentant régional de la FIOM, qui est plus haut dans la hiérarchie, dit : « L'occupation de l'usine est une chose sérieuse qu'il ne faut pas prendre à la légère. On ne peut pas improviser et risquer de tomber dans l'aventurisme ; on doit être discipliné. » (On dirait que toute la discipline est de la responsabilité de la classe ouvrière !) « Si on occupe, beaucoup de celles et ceux qui ne sont pas pour le passage automatique vont rentrer chez eux/elles. Méfions-nous du spontanéisme. On n'a pas le droit de prendre une décision. » (Fausse démocratie, puisque que quand la base tente de faire accepter quelque chose au conseil des délégués, on lui dit que la décision finale appartient à la direction.) « On doit avancer progressivement. Demain, on peut commencer par quelques heures de grève en plus, puis on réunira le conseil des délégués, et après cela, d'autres réunions avec les partis démocratiques, télégrammes à... etc. » Voilà une opération « pompiers » typique du début à la fin. Il y a même un officiel de la FIOM qui prétend ne pas savoir ce que le mot « occupation » veut dire. Selon lui, nous serions tous supposés rester dans l'usine à travailler pour montrer aux chefs qu'on peut travailler sans eux. Incroyable ! L'officiel local de la FIOM, qui s'était déclaré favorable à l'occupation, effectue une volte-face. Pour le syndicat, le problème n'est clairement pas celui de donner une orientation militante à la lutte, mais plutôt celui de la retenir pour empêcher que cela explose et crée le désordre. Ce qui prévaut alors, à la direction, c'est l'idée d'une assemblée générale demain matin, peut-être une grève de toute la journée, puis mardi la réunion du conseil des délégués, puis les réunions avec d'autres usines pouvant être accompagnées de manifestations, puis peut-être un court voyage à Rome avec tambours et trompettes, puis une manifestation devant le bureau du maire, etc. Bref, rien que du « tourisme politique ». Pour lors, cependant, il faut seulement attendre et voir ce que les travailleurs/euses en penseront demain.

## **Mercredi 19 janvier**

Aujourd'hui, avec des grèves entre 9 h et 11 h, plusieurs assemblées internes ont été appelées pour le personnel de bureau à l'usine de Portobello. Au cours de l'une d'entre elles, à laquelle j'assiste, un camarade de l'AA prend la parole pour insister sur deux thèmes que nous considérons comme cruciaux : la suspension de Frank Atzeni et l'occupation de l'usine. Atzeni doit être rétabli, dit le camarade, parce qu'il a toujours été à l'avant des luttes. En s'en prenant à lui, la compagnie s'en prend à nous tous/tes sur les lignes de front. (Une chose qu'un collègue de Frank m'a dite à son sujet me revient en mémoire : « Frank compte davantage pour nous qu'un bon accord, et pas seulement pour des raisons d'amitié. On sait qu'avec lui dans l'usine, on a gagné, sans lui, même le meilleur accord aurait été une défaite, parce qu'on serait devenus vulnérables. Les patrons pourraient nous virer aussitôt qu'on relèverait la tête. ») Ce camarade aborde alors l'idée de l'occupation comme un « moment politique unificateur ». L'occupation nous aiderait à nous sentir plus uniEs, et faisant partie de la même lutte. Cela nous permettrait de discuter de questions de politique générale, de rencontrer des militantEs d'autres usines et d'avoir des nouvelles directes de leurs luttes. Cette assemblée avec le personnel de bureau fut vraiment instructive. Elle a montré qu'il y en a beaucoup qui ne sont pas informés et ne discutent jamais de sujets politiques, mais qui sont avec nous dans la lutte aussitôt qu'ils commencent à avoir les idées claires.

## **Lundi 31 janvier**

Les syndicats n'ont pas cessé de dénigrer l'idée d'occupation, disant que ce qu'on obtiendrait de mieux serait une occupation « symbolique » qui ne durerait qu'une journée. Entre temps, Frank Atzeni avait été rétabli et c'est sans aucun doute un pas en arrière significatif de la part de la compagnie, et les ouvrierEs le célèbrent comme une grande victoire. Ce matin, l'AA a distribué des prospectus aux deux usines de Portello et d'Arese, qui tentent de clarifier la nature et l'importance de l'occupation proposée, et célèbrent le rétablissement de Frank Atzeni.

À l'usine d'Arese, les ouvrierEs sont vraiment en rogne quand ils/elles apprennent qu'il n'y aura qu'une heure de grève pour tenir l'assemblée générale. L'assemblée commence à 9 h et il y a des tonnes de participantEs. Quand l'officiel de la FIOM commence à parler, on sent la tension parmi les ouvrierEs. La réunion est comme une bombe prête à exploser. L'officiel expose en détails minutieux les négociations à Rome ; il cherche manifestement à occuper toute l'heure sans donner aux ouvrierEs une chance de



prendre la parole. Mais au bout d'une demi-heure une rumeur se fait entendre, qui s'enfle de minute en minute, et quelqu'un crie que la réunion doit se prolonger jusqu'à 11 h. Étrangement, l'officiel accepte, mais d'une voix sans conviction.

Les ouvrierEs insistent pour que le meeting soit officiellement prolongé et, alors que l'officiel continue de se répéter pour tenter de gagner du temps, un camarade de l'AA saute soudain sur l'estrade et arrache le micro des mains des syndicalistes. Les bureaucrates coupent immédiatement le son pour que personne ne puisse rien entendre. La pagaille s'installe alors que les ouvrierEs commencent à huer et à siffler, et à crier des insultes. Un autre officiel de la FIOM intervient et tente de jeter de l'eau sur le feu, mais presque en même temps quelques camarades de l'AA prennent la parole et la proposition d'occupation est acceptée par l'assemblée. Elle sera de nouveau discutée demain lors du conseil des déléguéEs, mais à ce moment l'occupation semble bien devoir avoir lieu.

L'assemblée générale est très orageuse aussi à l'usine de Portello. À 9 h quand j'entre dans la cafeteria, les gens débattent âprement parmi les couverts, criant des insultes. La plupart d'entre eux/elles ont lu les journaux et savent que les négociations ont encore échoué. Dès que l'officiel du syndicat commence à parler des négociations à Rome, l'assemblée explose et tout le monde commence à crier : « Occupation ! occupation ! » L'officiel perd son sang-froid, mais il tente de reprendre le contrôle de la situation en proposant une grève régionale, ou même nationale, de tous/tes les métallos, avec un voyage en train vers Rome, mais les huées continuent, et il finit par accepter l'occupation, mais « juste pour une journée ». La réaction des ouvrierEs, qui répondent immédiatement « deux, deux... trois, trois... » lui fait comprendre qu'il est en train de perdre le contrôle des événements et accessoirement de perdre la face. Il déclare alors que des réunions se tiendront dans chaque unité et qu'on envisagera la question de l'occupation plus tard au regard des résultats qui seront communiqués demain lors de la réunion du conseil des déléguéEs. À 10 h 15, une assemblée est constituée qui rassemble environ 200 employéEs de bureau parmi lesquels il y a pas mal de jaunes connuEs. Un officiel de la FIOM rappelle les résultats des négociations de Rome. Un camarade de l'AA saisit l'occasion pour clarifier une nouvelle fois l'orientation de l'occupation : plutôt une lutte militante, et l'usine complètement ouverte. À 13 h, les gens se rassemblent devant la cafeteria et discutent de la façon dont les réunions se déroulent dans les unités. Tous/tes les camarades sont joyeux/euses : dans chacune des assemblées distinctes, y compris celles des personnels de bureau, la proposition d'occupation a été acceptée, souvent à l'unanimité. Il semble que l'idée a vraiment germé, et chacunE en parle comme si c'était un fait accompli. On considère les détails de l'organisation, comme la vigilance constante envers la récupération fasciste, la coordination des initiatives à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, etc. Cela ressemble à quelque chose de trop grand et trop beau pour être vrai, mais si le syndicat essaie encore demain de faire de l'obstruction, il sera complètement discrédité aux yeux des ouvrierEs.

## **Mercredi 2 février**

À l'usine de Portello, les piquets de grève sont en place de 7 h à 10 h. À Arese, la grève se déroule de 14 h 30 à 16 h 30. Les gens parlent de l'occupation comme si elle allait commencer aujourd'hui. Depuis 7 h 30, la commission constituée hier à l'usine de Portello s'est rassemblée pour examiner les détails de l'occupation. Dès que la discussion s'oriente vers la durée de l'occupation, il y a une polarisation immédiate : d'un côté les bureaucrates du PC et les syndicats craignent les difficultés qui pourraient apparaître si le « jour de lutte » se prolonge toute la nuit, et proposent donc de le limiter entre 7 h et 23 h ; de l'autre côté, les camarades de l'AA, d'autres camarades et la FIM demandent que l'occupation commence aujourd'hui et se termine à 9 h après-demain. La discussion s'enflamme, la FIOM craint même le mot « occupation » et lui préfère, pour rendre compte de l'événement, « une assemblée permanente contrôlant l'usine ». Quand un des camarades dit quelque chose au sujet des ouvrierEs devenant « possesseurs de l'usine », les bureaucrates lui sautent dessus en le traitant d'extrémiste et de provocateur.

La FIOM prétend que l'occupation ne peut pas débiter aujourd'hui parce que cela donnerait un prétexte aux patrons pour organiser un lockout. En réalité elle veut rester à l'intérieur des règles du jeu du syndicat patronal ; elle ne fait confiance qu'aux négociations au niveau le plus élevé, et elle ne veut pas se présenter à la table des négociations demain à Rome alors que l'usine est déjà occupée. Vers 11 h 30, le bruit nous parvient que beaucoup d'ouvrierEs dans les ateliers et dans les bureaux veulent occuper

immédiatement ! Dans de nombreux bureaux, la direction demande au personnel de prendre des congés ou une absence exceptionnelle pour demain. Elle annonce aussi que le fonctionnement de l'usine sera suspendu. La commission finit par réaliser un compromis, et l'occupation est programmée pour commencer à 21 h demain et pour durer 24 h. À 14 h 30, une assemblée se tient à l'usine d'Arese pour informer les ouvriers de cette décision. L'officiel de la FIOM choisit ses mots avec un tel soin que sa progression sur les échelons de la hiérarchie syndicale est assurée. Il dit que les décisions du conseil des délégués doivent être respectées (l'assemblée n'est plus souveraine) et que les précautions doivent être prises pour éviter des dérives vers le spontanéisme, l'aventurisme, l'extrémisme, etc. Un camarade essaie de l'interrompre, mais les bureaucrates du PC, qui ne lâchent pas les micros, disent : « Laissez-le, c'est l'extrémiste habituel, tellement minoritaire qu'il est seul. »

À l'usine d'Arese, l'officiel de la FIOM précise à l'assemblée qu'il ne s'agira pas d'une occupation (par Dieu, non !), mais plutôt d'une « assemblée permanente ». Occupation ou pas, le piquet de grève est maintenu aux sorties de l'usine, l'endroit le plus vulnérable pour les patrons. Les ouvrierEs savent ce qu'ils/elles font. Dans la soirée, la compagnie avise l'équipe syndicale que, puisqu'ils/elles se sont comportés d'une façon « responsable », demain sera considéré comme un jour normal et tout le monde sera payé. Le jeu reste bien dans les règles. « Je pourrais te tuer si je le voulais, mais je vais seulement de faire un peu mal, et en retour, patron, tu me donneras un petit quelque chose. » Voilà le syndicat, le champion de la marche à reculons ! Il est si bon à mélanger l'accélérateur et les freins qu'il trouve toujours un « parking autorisé ». Née dans l'avant-garde de l'usine, l'idée d'occupation a été immédiatement récupérée par le syndicat, puis combattue et enfin, parce que la masse des ouvrierEs le voulaient, approuvée, mais seulement pour l'immobiliser.

## **Jeudi et vendredi 3 et 4 février**

Portello. Il y a une assemblée générale à 9 h et absolument tout le monde est présent, même celles et ceux qui n'ont jamais fait grève. C'est jusqu'à présent le point le plus fort de la lutte. Parmi les participantEs à l'assemblée il y a des politicienNEs, des syndicalistes et divers groupes politiques. Il y a même le PC, qui exprime sa solidarité comme d'habitude, laisse un chèque de 160 dollars (dégoûtant), et s'en va. Arrive même un représentant du Parti Socialiste Italien, il dit quelques mots et repart sans même s'asseoir. Une formalité, comme couper un ruban d'inauguration. Si cela continue comme cela, l'assemblée va devenir une jolie petite scène sur laquelle tout le monde, des révisionnistes aux patrons, pourra parader devant les ouvrierEs.

Aux portails, il y a des ouvrierEs qui « gardent l'usine ». En réalité, toutes les issues avaient été fermées, sauf la porte 5, que les ouvrierEs avaient bloquée avec de gros fûts métalliques, et la porte 1, parce que le syndicat disait que les directeurs devaient pouvoir aller et venir sans risquer d'être molestés. Les militantEs décident de qui entre et de qui sort. Les bureaucrates du PC et du syndicat FIOM essaient de ne laisser passer que les gens et les groupes qu'ils approuvent, mais nous faisons exactement la même chose. Pour ceux des étudiantEs qui se sentent concernés, le PC a essayé de limiter leur participation à trois délégués du Mouvement étudiant de l'université d'État de Milan. Nous les obligeons pourtant à accepter trois délégués de chaque usine. La matinée arrive rapidement à son terme et on en a assez de tous les pontes qui discourent et s'en vont. On propose que l'assemblée se scinde en plus petits groupes qui pourraient examiner des questions spécifiques plus complètement, et on envisage de former un groupe d'une centaine de personnes qui établira son propre projet. Quelques minutes plus tard, des bureaucrates arrivent, et avec emphase annoncent que la direction a quitté l'usine (n'était-ce pas ce qu'on voulait ?), que Alfa a interrompu tous les services (cafeteria, gardes, etc.), et qu'on doit demander à tous les étudiantEs de partir immédiatement.

Ce qui les embête vraiment, c'est que beaucoup de gens ont maintenant quitté l'assemblée pour constituer des petits groupes de discussion. Il y a une vraie participation de masse de la part des ouvrierEs et des personnels de bureau. Et il y a du boulot, maintenant que la direction a quitté le navire et que l'usine est entre les mains des ouvrierEs, qui montent la garde avec vigilance pour empêcher toute attaque fasciste. Au contraire des souhaits des bureaucrates, tout le monde est resté dans l'usine, préférant participer aux groupes de discussion, et conscient que cette nouvelle forme de combat est une démonstration de force de la classe ouvrière. Après une courte interruption pour avaler un sandwich, l'assemblée générale et les

groupes de discussion se rassemblent pour l'après-midi. À l'étage inférieur de la cafeteria, un groupe d'étude d'une centaine de personnes est constitué. Plusieurs sujets sont définis, des problèmes spéciaux des personnels de bureau à la répression dans et hors de l'usine, à la ligne politique du PC et à la dérive droitière du gouvernement. Ce fut une leçon pour le PC et pour les syndicats qui avaient essayé de minimiser l'aspect politique de l'occupation et avaient réussi à n'amener que des gens qui les approuvaient (le matin, par exemple, ils avaient refusé la parole à un groupe de militantEs de *Il Manifesto*) Vers 19 h, le syndicat veut fermer l'usine à tous les éléments extérieurs, mais il est décidé de laisser entrer les ouvrierEs des autres usines jusqu'à 22 h. Beaucoup de gens sont rentrés chez eux/elles pour la nuit, et la petite centaine qui reste organise les tâches et les tours de garde pour la nuit. Pendant que les piquets de grève continuent aux sorties principales, la surveillance à l'intérieur est constante dans toutes les unités, et à l'extérieur il y a des groupes de militantEs en voiture qui contrôlent tous les gens qui ont l'air suspect. À un moment, deux hommes en voiture ont été interpellés et on leur a demandé leur identité. Ils avaient vraiment l'air suspect et il s'avéra que c'étaient deux flics qui traînaient par là depuis 5 h. Quelques-unEs d'entre nous sont allés dormir sur des bureaux, alors que d'autres, mieux organisés, avaient apporté leur sac de couchage. Même la banquette arrière d'une voiture est assez bonne quand on a vraiment sommeil, et on est tous/tes très fatigués et on a très froid. Aux entrées, de grands feux brûlent pour réchauffer celles et ceux qui guettent dehors.

Arese : le jour de l'occupation de l'usine. Les consignes de sécurité sont confiées à un officiel de la FIOM qui prend soin de ne pas donner aux membres de l'AA le brassard rouge qui identifie tous/tes celles et ceux qui sont impliqués dans le maintien de l'ordre. Avec ou sans brassard, nous sommes dans les piquets. L'atmosphère est joyeuse parce que l'usine est entre les mains des ouvrierEs, qui chantent des chansons de lutte en faisant des rondes dans toutes les unités. Toute la matinée, des délégations des partis politiques, des conseils municipaux, d'autres usines et des groupes d'étudiantEs entrent dans l'usine. La cafeteria n'est pas en service et vers 14 h on est affamé. Beaucoup de gens sont partis prendre un déjeuner chez eux/elles ou dans un restaurant proche, et reviendront plus tard dans l'après-midi. Les militantEs du Secours Rouge apportent du vin et vers 14 h 30 une livraison de 3 000 sandwiches arrive, gracieusement fournie par diverses coopératives du voisinage.

Un des moments les plus excitants de la journée a été la représentation de *La Commune de Dario Fo*, un groupe de théâtre radical. L'imitateur Vidal a montré l'aliénation que les ouvrierEs subissent dans la société capitaliste, et a fait un sketch sur la mort de la société actuelle. Le spectacle a été largement compris et applaudi avec enthousiasme par les ouvrierEs. Nous avons chanté des chants de lutte sous la direction de Paul Ciarchi (lui aussi de *La Commune*) jusqu'à 1 h 30 du matin. Toute la soirée, quand le révisionnisme était attaqué, on pouvait voir les bureaucrates se tortiller, mal à l'aise. À la fin, certainEs d'entre nous sont allés dormir, les autres faire le piquet devant la sortie des produits finis. Si on nous avait demandé notre sentiment sur cette journée d'occupation, on aurait dit que ce n'était pas ce qu'on avait espéré, mais en même temps il y avait eu des choses très positives. En premier lieu, une victoire arrachée aux syndicats par les ouvrierEs de la base car, même de la façon dont cela avait été conduit, les syndicats avaient été empêchés de tout transformer en un tremplin pour les partis politiques et pour les « huiles ». Nous avons réussi à faire entrer des ouvrierEs d'autres usines, des étudiantEs de provenances variées et des militantEs de divers groupes politiques ayant affaire avec les syndicats du point de vue du pouvoir.

## **Samedi et dimanche 12 et 13 février**

Pendant la nuit de vendredi, quelques ouvrierEs ont arraché les rails qui courent dans une partie de l'usine pour empêcher un train chargé de 250 véhicules terminés de quitter l'usine. Le syndicat a publié un communiqué qui a été connu le samedi, accusant des forces « extérieures » à l'usine d'être responsables de cette action « typiquement fasciste ». C'était leur manière d'attaquer les ouvrierEs qui affirmaient que le piquet contre les produits finis devait continuer à tout prix parce que c'est la seule forme de combat qui frappe la compagnie aux tripes (les revendeurs, nationaux ou étrangers, réclament des voitures). Déjà, quelques jours plus tôt, un contingent de 200 policiers avaient réussi à faire sortir sans dommage huit camions transportant environ 60 voitures neuves, et le syndicat n'avait pas dit un mot. Le soir (samedi),

pendant que nous de l'AA sommes à un rassemblement, quelques camarades arrivent d'Arese et expliquent que des renforts de police se dirigent vers le piquet des produits finis et projettent d'aider le train à passer le piquet, puisque les rails ont été réparés. Nous allons immédiatement à l'usine d'Arese. En arrivant on trouve plus de 1 000 policiers. On ne sait pas s'ils vont faire sortir le train ou s'ils vont utiliser les camions.

Vers 1 h du matin, 30 camions se présentent au portail. À 19 h la veille, une douzaine étaient entrés par un autre portail et les policiers avaient eux-mêmes chargé les voitures dessus ! On commence à parler avec les conducteurs de camions : « Notre lutte est aussi la vôtre, leur dit-on. Vous êtes exploités exactement comme nous. Si vous rentrez, tous nos efforts pour maintenir le piquet des produits finis jour et nuit partiront en fumée. » Après plus d'une heure de discussion, ils sont convaincus et refusent de passer le portail. Un escadron de policiers stationnés à l'intérieur viennent au portail et tentent de se débarrasser d'un groupe de camarades qui sont assis par terre près des grilles. Ils crient : « *Raus* » exactement comme les nazis. Ils disent que leur boulot est de veiller au respect de la loi et au droit au travail, et que si on ne s'en va pas ils vont nous traîner ailleurs. L'un d'eux, à qui un camarade demande s'il a une bonne autorisation, répond qu'il n'en a rien à foutre des autorisations et qu'ils sont eux-mêmes la seule autorité nécessaire. Ils beuglent des ordres aux chauffeurs pour qu'ils avancent mais les camions ne bougent pas. Les flics écument de colère car les chauffeurs les défient ouvertement. Au bout de 10 mn, ils se retirent dans l'usine en fermant le portail derrière eux.

Entre temps, d'autres camarades arrivent après avoir appris la situation d'urgence. Même un sénateur du PC s'est pointé, mais il est reparti après avoir observé la scène quelques minutes. Un camarade de Quarto Oggiaro avait téléphoné à tout le monde depuis chez lui, et par une étrange coïncidence, la police barrait toutes les routes partant de Quarto Oggiaro. Son téléphone était sûrement sur écoute. Mais notre principale préoccupation, c'est le train. Maintenant que les voies sont bien réparées, ça ne va pas être facile de l'arrêter. Vers 15 h 30, tous les policiers prennent position et, après avoir ouvert les grilles font sortir 10 camions transportant environ 75 voitures. Les policiers brandissent leurs armes et en font usage pour faire reculer les ouvrierEs qui se pressent en criant : « Fascistes, fascistes ! » aux conducteurs des camions qui sortent. Quelques flics semblent abasourdis et désorientés, et leurs visages montrent de la colère et de la haine. Nous sommes trop peu nombreux/ses à résister vraiment, mais on arrive à contrer les flics quand même. Pendant qu'un groupe crée un incident pour causer de l'agitation et garder les flics occupés, un groupe plus petit se faufile tranquillement vers une zone où les camions doivent passer. Les infiltrés réussissent à endommager presque toute les voitures des cinq derniers camions en jetant des pierres. Les policiers sont vraiment soucieux, et les chauffeurs des camions qui sont restés dehors comprennent qu'il sera impossible de sortir des voitures indemnes pendant le reste de la nuit. Les policiers qui escortaient les camions vers la sortie s'en prennent à un groupe de camarades devant les grilles. Ils attendent d'un des camions qu'il avance à peine, puis charge les ouvrierEs. On retourne voir les conducteurs pour les prévenir que, s'ils ne se retirent pas, la responsabilité de ce qui pourrait se produire porterait sur leurs épaules. Au bout de cinq minutes, ils s'en vont et peu de temps après la police s'en va aussi. Avec trente camions et un train, ils auraient pu faire sortir près de 500 véhicules. De cette façon, ils n'en ont eu que 75, dont plus de la moitié sont endommagés. Malgré le grand déploiement de forces policières, hors de toutes proportions avec notre maigre effectif, on s'est arrangé pour s'octroyer la victoire parce qu'on a pu persuader les chauffeurs de nous soutenir et parce que la police n'avait pas pensé qu'on pourrait rassembler autant de camarades à l'usine d'Arese avec des tels moyens d'avertissement.

## **Vendredi 18 février**

Portello : ce matin le conseil des déléguéEs tient un meeting au cours duquel l'officiel de la FIOM explique le texte de l'accord enfin conclu à Rome cette semaine. Le passage automatique y est, mais en paroles seulement. Des limites importantes ont été ajoutées. Il y a plus de quatre niveaux parce que, à l'intérieur du premier niveau, il y a celles et ceux qui n'iront jamais au second, et à l'intérieur du second et du troisième il y a des critères discriminatoires entre les ouvrierEs, sans parler du quatrième niveau qui tient compte d'un coefficient qui amène à un autre niveau.

Pour les employéEs de bureau, il reste fort peu de ce qu'ils/elles demandaient. Le syndicat parle de « zones à définir en rapport avec le passage du second au troisième niveau, peut-être avec l'aide d'une commission spéciale, ce qui, une fois traduit, comme nous le savons tous/tes, veut dire reporter le problème jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de mobilisation de masse, pour que la compagnie puisse manœuvrer comme elle le souhaite et quand elle le souhaite. La seule nouveauté : un bonus de 72 dollars pour tous/tes, y compris les jaunes. Le PCI célèbre ce contrat avec des accents triomphants, déclarant que c'est « une grande victoire », mais quelqu'un fait remarquer que le passage automatique est une farce, qu'il y a plus que quatre niveaux, et que les employéEs de bureau n'ont rien gagné. Il y a une atmosphère d'insatisfaction générale, mais les syndicats disent qu'on ne peut pas continuer la lutte, que la classe ouvrière est fatiguée et que par conséquent l'accord doit être accepté tel qu'il est. Même nous de l'AA savons parfaitement qu'après 150 heures de grève le combat tire à sa fin, mais on n'a pas peur de dire que l'accord, loin d'être une grande victoire, est une amère déception, surtout pour le personnel des bureaux.

## **Lundi 21 février**

Portello : il y a une assemblée générale dans la cafeteria de 10 h à 11 h. Tout le monde est là, ouvrierEs, employéEs, plus de 3 000 personnes. L'officiel de FIM survole les points principaux de l'accord. Il continue pendant plus d'une demi-heure et bientôt des murmures et des soupirs nerveux se font entendre dans toute la salle. Il dit enfin : « Maintenant nous allons voter, c'est une simple formalité, mais voyons : qui approuve l'accord ? » Environ 60 % lèvent la main parmi les cris et les sarcasmes. Les gens crient : « Vendus, clowns... » Pour avoir une démonstration de soutien supplémentaire, l'officiel du syndicat demande sournoisement : « Celles et eux qui préfèrent continuer la lutte, levez la main. » En dépit de cette formulation (nombreux bien sûr sont ceux qui objectent à l'accord mais préfèrent ne pas continuer la grève), environ 40 % lèvent la main. Le chaut devient plus insistant, mais l'officiel déclare avec un visage fermé : « L'immense majorité approuve la fin de la grève ! » et il s'en va précipitamment. Les cris et les sifflets continuent tandis que des personnalités du PC restent sans voix. Ils/elles n'ont pas le courage d'engager le débat avec les ouvrierEs et l'assemblée se défait en petits groupes pour discuter l'accord et la façon dont l'assemblée s'est tenue. Beaucoup demandent pourquoi aucune réunion n'a eu lieu par unités séparées. D'autres disent que si le passage automatique n'est pas acquis avec cet accord, alors la lutte continuera, et démarrera une chaîne d'expérimentations dans chaque unité. Celles et ceux qui parlent ainsi ne sont pas sortis des rangs de l'avant-garde, ce sont simplement des ouvrierEs de la base. La déception est grande, surtout chez les employéEs de bureau, et il faudra éviter un virage à droite. Il faudra pousser fort pour l'organisation autonome au niveau de la base. Après que le meeting soit terminé, un groupe d'employéEs de bureau viennent demander s'ils peuvent rejoindre l'AA parce qu'ils/elles ont décidé de ne pas renouveler leur adhésion au syndicat. Nous expliquons que l'AA n'a pas d'inscriptions formelle, mais qu'ils/elles sont les bienvenuEs aux réunions de l'AA n'importe quand.

*Tiré de Radical America, vol. 7, #2. Mars-avril, 1973.*